



PREMIER MINISTRE

Paris, le 9 novembre 2009

**LE DELEGUE INTERMINISTÉRIEL
A LA COMMUNICATION,
DIRECTEUR DU SERVICE D'INFORMATION
DU GOUVERNEMENT**

réf : TS/BR/09-255

à

Madame et Messieurs les Préfets de région

Mesdames et Messieurs les préfets
de département

Objet : coordination et participation à la mise en œuvre des actions d'information et de communication au niveau territorial

Réf. : décret n° 2009 587 du 25 mai 2009 relatif aux missions des secrétariats généraux pour les affaires régionales

Pour promouvoir les politiques gouvernementales avec la cohérence nécessaire et impulser une communication de proximité plus adaptée aux nécessités locales, le service d'information du Gouvernement (SIG) est chargé de la coordination et de la mise en œuvre de la politique de communication du Gouvernement. Il est donc appelé à s'appuyer sur les représentants du Gouvernement sur le territoire.

Aussi, le rôle des préfets de région ou des préfets de département est-il essentiel.

Comme les autres grandes politiques publiques placées sous la responsabilité du préfet de région, la politique de communication du Gouvernement a pour objet d'accompagner la mise en œuvre des politiques nationales et européennes, afin d'accroître leur compréhension par l'opinion et de consolider leur efficacité. Les actions d'information et de communication constituent des éléments inséparables de la mise en œuvre de ces politiques.

Dans la logique de la réforme de l'administration territoriale de l'Etat, le décret cité en référence traduit cette nouvelle organisation de la communication du Gouvernement à l'échelon régional, en attribuant une fonction de coordination au préfet de région et, auprès de lui, au secrétariat général pour les affaires régionales.

La présente circulaire a pour objet de préciser les modalités organisationnelles et fonctionnelles traduisant cette évolution.

1. Les modalités organisationnelles

Elles visent à articuler plus efficacement les niveaux national, régional et départemental.

a) Le niveau national

Le délégué interministériel à la communication veille à la coordination des actions de communication des ministères non seulement au niveau national mais, aussi, au niveau territorial.

En complément des réunions des préfets, le SIG organisera des rencontres régulières des préfets de région afin de présenter les priorités de la communication gouvernementale pour mieux les adapter aux enjeux territoriaux.

Le service d'information du Gouvernement a, d'ores et déjà, élaboré une série de dispositifs permettant d'assurer une relation constante avec l'ensemble des préfets en poste territorial : envoi hebdomadaire d'éléments d'information, accès à un site Extranet sécurisé, activation permanente d'une ligne téléphonique spécifique, constitution d'un groupe de réflexion et de suivi sur la communication de proximité.

Les préfets seront systématiquement associés à l'évaluation des stratégies de communication nationales.

b) Le niveau régional

L'échelon régional est le niveau de la coordination et du pilotage des politiques publiques de l'Etat. L'organisation de la communication sur ces politiques publiques doit être cohérente avec leur pilotage.

Le préfet de région est donc responsable de la définition des grandes orientations en matière de communication accompagnant les politiques publiques. Il dispose à cet effet du secrétariat général pour les affaires régionales.

La coordination des actions d'information et de communication sur les politiques publiques a pour but d'établir un programme d'actions cohérent, clair et partagé, en relation avec le service d'information du Gouvernement et les ministères.

Elle consiste à identifier les lignes d'application de la politique de communication en fonction des priorités régionales, du contexte socio-économique, des médias pertinents à mobiliser et à coordonner les actions d'information et de communication portant sur les politiques publiques à cette échelle : adaptation des messages nationaux, du calendrier, des éléments de langage, dans le cadre fixé par les instructions nationales.

Cette coordination implique que la personne chargée de cette mission tisse des liens étroits, réguliers et collaboratifs avec les responsables de la communication des préfectures de département et des directions régionales.

Les décisions sont prises par le préfet de région, sur proposition du secrétaire général pour les affaires régionales, après consultation du comité de l'administration régionale.

c) Le niveau départemental

Les préfets de département exercent une mission générale de communication et d'information à l'échelle de ce territoire.

En dehors des sujets relevant de leur responsabilité propre (sécurité, ordre public, présence et permanence de l'Etat, sujets concernant les relations avec les collectivités territoriales dans le département), les préfets mettent en œuvre dans leur département les campagnes d'information sur les politiques publiques, nationales et européennes, dans les conditions fixées par le préfet de région.

2. Les modalités fonctionnelles

Les actions d'information et de communication portant sur les politiques publiques au niveau régional nécessitent des moyens adaptés.

Compte tenu de la grande hétérogénéité des contextes locaux et des ressources humaines disponibles, il appartient au préfet de région de déterminer le format et le niveau des moyens affectés à la fonction de communication qui lui sera rattachée.

Une typologie indicative permet d'assurer les missions suivantes en considération du contexte local :

- coordination et participation à la mise en œuvre des actions d'information et de communication ;
- relations extérieures (presse, médias, coopération avec les collectivités territoriales) ;
- évaluation et compte rendu des actions réalisées.

La fonction de communication est placée sous la responsabilité d'un professionnel de la communication ; il s'agira d'un agent de catégorie A, expérimenté, ayant une connaissance approfondie du fonctionnement de l'Etat. Ce chargé de communication régional est affecté au secrétariat général pour les affaires régionales. Il peut exercer cette fonction à temps plein ou à temps partagé avec d'autres missions régionales ou avec des missions d'appui au cabinet du préfet de région.

Ce responsable pourra être, en cas de besoin, recruté sous la forme contractuelle afin de mobiliser des compétences professionnelles particulières.

Dans un souci d'efficacité et de mutualisation, la coordination de la communication reposera sur le réseau des communicants de l'Etat maintenus administrativement dans les services régionaux déconcentrés.

L'effort de mutualisation sera particulièrement recherché dans le domaine des prestations techniques de la communication (Internet, création graphique, impressions, photographies, créations événementielles...) où les moyens de tous les services régionaux devront être recensés et mobilisés au profit de tous.

S'agissant du niveau départemental, le préfet de département fédérera les compétences des services déconcentrés, dans la ligne de l'instruction du ministre de l'Intérieur du 30 juin 2005 relative à la communication institutionnelle territoriale.

Afin d'assurer une meilleure cohérence dans la mise en œuvre de la politique de communication à l'échelon territorial les responsables de la communication des niveaux régional et départemental formeront un réseau.

Les dispositions de la présente circulaire devront être mises en application, au plus tard, le 31 décembre 2009.

Vous me ferez connaître, sous le présent timbre et pour le 31 décembre 2009, les mesures que vous aurez arrêtées à cet effet.

Pour le Premier Ministre et par délégation,
Le Délégué interministériel à la communication
Directeur du Service d'information du Gouvernement,

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'S' followed by a smaller 'S' and a final flourish.

Thierry SAUSSEZ